



## KIRCHNER : DE PRÉSIDENT PAR ACCIDENT À EMBLÈME D'UNE NOUVELLE CULTURE POLITIQUE

**Victor ARMONY**

Professeur au département de sociologie de l'UQAM

Directeur de recherche à la Chaire MCD

Ce texte constitue les notes de la communication prononcée par l'auteur à l'UQAM, dans le cadre du panel *Le Brésil et l'Argentine à l'heure du renouvellement? Enjeux et défis des gouvernements Lula et Kirchner*, organisé par l'Observatoire des Amériques du CEIM et le GRÈS de la Chaire Raoul- Dandurand en études stratégiques et diplomatiques, UQAM, 4 décembre 2003.

---

Le scrutin du 23 novembre passé a marqué la fin d'un processus électoral aux niveaux national, provincial et municipal qui s'est étalé sur sept mois. À compter du 10 décembre prochain, date du début des mandats des nouveaux élus, la carte politique du pays aura une couleur nettement péroniste. Ce parti vient, en effet, de consolider une majorité absolue tant au Sénat qu'à la Chambre des députés, alors qu'une quinzaine de provinces seront gouvernées par des péronistes ou des alliés. En vingt ans de démocratie, jamais le péronisme n'a concentré tellement de pouvoir. La principale opposition, le radicalisme, retient une présence non négligeable sur la scène politique, mais tout de même fort limitée. Les options alternatives, tel Elisa Carrió au centre-gauche et Ricardo López Murphy au centre-droit, n'ont pas réussi à bâtir une base significative en dehors de la ville capitale et de quelques autres centres urbains. En fait, le défi le plus sérieux pour le gouvernement de Kirchner se pose à l'intérieur même du péronisme, non seulement de la part de son « ennemi » naturel, Carlos Menem, mais aussi de celle de son « ami » de circonstance, Eduardo Duhalde, le puissant chef du péronisme de la province de Buenos Aires. Avec les partis d'opposition fragmentés, sans leadership ou en phase d'émergence, les deux anciens présidents demeurent des pôles de pouvoir incontournables. Le « *menemisme* », peut-être au-delà de la figure de Menem elle-même, constitue encore un courant important au sein du péronisme, un courant qui pourrait réinvestir le parti si l'étoile du président devait commencer à pâlir. Mais, paradoxalement, le risque immédiat pour Kirchner vient de celui qui a été le pilier de son succès.

Nul ne doute que Kirchner est devenu président en mai 2003 grâce au soutien de la machine clientéliste de Duhalde dans les banlieues appauvries de la capitale. C'est aussi grâce aux députés et aux sénateurs « *duhaldistes* » que le président a pu mettre de l'avant certains projets clés durant les premiers mois de son terme, comme par exemple la nomination d'un juge éminemment progressiste, Eugenio Zaffaroni, à la Cour suprême, devenue dans les années 1990 un symbole de la corruption « *menemiste* ». Cependant, tout en restant relativement dépendant de son mentor, Kirchner a produit par lui-même une transformation majeure de la scène politique argentine. Très tôt, il a manifesté ce que les journalistes ont appelé le « style K », soit un style décisionnel et frontal – par exemple, vis-à-vis du FMI, des grandes compagnies, des forces policières et des militaires – mais aussi conciliateur – notamment envers les « *piqueteros* » et la protestation sociale en général. Il a ainsi atteint un niveau de popularité que personne n'aurait pu imaginer dans l'Argentine de 2002, où l'on entendait encore les échos du cri de guerre contre l'ensemble des politiciens: « Qu'ils s'en aillent tous! ». De président « par accident » – au début de cette année Kirchner attirait 7% des intentions de



## NOTES DE CONFÉRENCES – DÉCEMBRE 2003

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie

<http://www.chaire-mcd.ca/>

vote et 20% des citoyens ne le connaissaient même pas (*Clarín*, 24 novembre 2003) –, il compte aujourd'hui avec l'approbation d'une large majorité des Argentins et de la plupart des médias. À Buenos Aires, son image est positive auprès de 88.8% des personnes (*Clarín*, 1er décembre 2003). En ce sens, il est arrivé à construire assez rapidement un espace de pouvoir qui lui est propre. C'est pourquoi maintenant il pourra – et il devra, selon la logique de la politique – s'affirmer face à Eduardo Duhalde.

La question de fond qui s'impose est bien sûr la suivante: Comment ce président « par défaut » est-il arrivé non seulement à asseoir une légitimité en seulement quelques mois (rappelons que son score au premier tour a été de 22% et le deuxième tour a été annulé en raison du forfait de son adversaire, Carlos Menem), mais aussi à rétablir la confiance des gens dans leur représentants, voire à installer un climat d'espoir renouvelé dans une société tellement désabusée? En octobre 2003, trois Argentins sur quatre se disaient optimistes face à l'avenir, le double de ce que l'on mesurait aux meilleurs moments du gouvernement de Fernando de la Rúa (*MercoPress*, 6 octobre 2003). Une autre donnée suggestive à cet égard: après avoir traité tous les politiciens de voleurs durant la crise, 70% des citoyens de Buenos Aires confieraient à Kirchner, comme individu, leur argent pour faire un paiement (*Clarín*, 1er décembre 2003). Dans son discours inaugural du 25 mai passé, Kirchner avait annoncé au peuple: « Je ne vous ai pas demandé, ni ne vous demanderai un chèque en blanc ». Ironiquement, les Argentins semblent prêts à lui en donner un aujourd'hui. Comment ce renversement s'est-il produit? On peut être tenté d'attribuer le changement aux aléas de l'humeur collective: le dernier sondage de *Latinobarómetro* montre que l'opinion publique argentine est, en effet, extrêmement volatile depuis le déclenchement de la crise. L'explosion de rage aurait alors été un phénomène contingent, un moment de catharsis sociale, surtout pour une classe moyenne se sentant trahie et dérobée de ses épargnes. Une fois la situation normalisée, pourrait-on conclure, les Argentins seraient à nouveau séduits par un chef charismatique qui leur promet le salut de la nation.

La reprise économique de l'année 2003, suite à la récession commencée en 1998 et à la débâcle de décembre 2001, a suscité chez bien des Argentins le sentiment d'envisager enfin une « sortie de crise ». Cela a contribué, sans aucun doute, à l'image positive de Kirchner. Mais il n'y a pas que cet aspect de conjoncture, si important soit-il. Nous devons considérer la possibilité que la société ait trouvé en Kirchner – sans nécessairement l'avoir cherché – le leader dont elle avait besoin dans le contexte actuel. Les divers cycles de la vie collective en Argentine ont toujours débuté par une grande expectative, l'espoir de la réalisation tant espérée du destin national. Les présidents qui ont porté les successifs projets de régénération nationale ont été alors prisonniers de leurs promesses irréalisables. De Perón à Alfonsín à Menem, le résultat a été sans exception le même: la désillusion, le désenchantement et l'attente du prochain sauveur de la patrie. Kirchner est le premier président depuis plusieurs décennies à avoir inversé ce modèle: faible et inconnu au départ, il gagne l'adhésion des citoyens à travers ses victoires improbables. Kirchner a mis l'accent sur son appartenance à une nouvelle génération, celle qui a connu l'idéalisme des années 1970 et qui est capable de faire preuve d'un pragmatisme encadré par l'éthique. En ce sens, il a réussi à se démarquer de la « classe dirigeante » répudiée par la population. Mais la question demeure: est-ce que la rébellion des « gens ordinaires » – de la classe moyenne et des classes populaires – n'a été qu'une petite parenthèse dans l'histoire du pays? Qu'en est-il des assemblées de quartier, de la



## NOTES DE CONFÉRENCES – DÉCEMBRE 2003

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie

<http://www.chaire-mcd.ca/>

mobilisation citoyenne, du questionnement des autorités et des institutions corrompues? Est-on revenu à la politique conventionnelle?

La réponse est « non ». Kirchner s'est fait le vecteur – peu importe si de manière sincère ou stratégique – de la nouvelle culture politique qui a commencé à s'installer en 1983 après la dictature et qui a atteint un point tournant avec la chute du gouvernement de l'*Alianza*. L'expérience de l'« *alfonsinisme* », avec tous ses défauts, avait permis à la société argentine de saisir la démocratie comme une finalité en elle-même plutôt que comme un moyen pour l'accomplissement d'un soi-disant bien commun, celui prôné par le national-populisme. Le traumatisme de l'hyperinflation, ainsi que les effets néfastes du modèle néolibéral piloté par le « *menemisme* » ont appris à bien des Argentins le sens de la citoyenneté: lorsque celle-ci fut à tel point dévaluée, ils sont sortis dans les rues pour exiger sa reconnaissance. Des principes élémentaires comme la dignité et le droit à se faire entendre sont devenus, bien plus que les idéologies et les identités partisans, les pivots d'une nouvelle action collective. La crise de 2001 a constitué un choc brutal de réalisme, blessant mortellement le mythe d'un destin national qui devait se réaliser inexorablement. Elle a aussi été l'occasion d'un *retour de la politique*, celui que l'*Alianza* avait voulu incarner entre 1999 et 2001. Kirchner a bien saisi cet enjeu en plaçant ce qu'il a appelé la « transversalité » au cœur de sa gestion. Il s'agit certes d'un dispositif rhétorique comme tant d'autres. Pourtant, cette idée véhicule un message auquel beaucoup d'Argentins ont été très réceptifs: celui de la construction d'un projet rassembleur qui se fonde sur des normes partagées, plutôt que sur le consensus monolithique, l'hégémonie ou la conformité. L'image évoque la transparence, l'horizontalité, la convergence. Il récupère le concept de « *frentismo* » – le tissage d'alliances entre les divers secteurs populaires et progressistes – si cher au péronisme, tout en abandonnant la tradition du « *verticalismo* » caractéristique du modèle populiste. Kirchner vise ainsi à s'appuyer – électoralement et discursivement – sur l'élan de la société civile et de ce qui semble être une attitude plus vigilante et plus autonome – et peut-être plus individualiste – des citoyens.

Néstor Kirchner est généralement vu comme un président de centre-gauche, faisant partie du tournant post-néolibéral que connaît la région depuis quelques années et dont « Lula » est la figure emblématique. Cette lecture n'est pas inexacte, mais il va de soi qu'elle cache la portée véritable des enjeux, ainsi que la particularité de chaque situation nationale. D'abord, il est peut-être plus approprié de parler d'une version latino-américaine – certes plus radicalisée – de la « troisième voie » européenne. En effet, ces nouveaux leaders, appuyés sur des mouvements populaires et fort critiques du « fondamentalisme de marché » ne sont pour autant à la veille de remettre en cause les principes qui ont conduit à la libéralisation de leurs économies. Par exemple, Kirchner annonçait, lors de son investiture, que son gouvernement allait « approfondir la stratégie d'ouverture des marchés, augmenter substantiellement nos échanges avec le reste de la planète ». Cela ne révèle pas précisément une attitude « anti-mondialisation » comme l'étiquette « gauche » pourrait laisser entendre. En fait, ce type de discours témoigne de la complexité du phénomène « Kirchner » et, par extension, de celui des leaders politiques en phase avec la mobilisation sociale qui agite dernièrement l'Amérique latine. Kirchner est un péroniste, ce qui veut dire qu'il partage avec bien des Argentins une identité qui va au-delà d'une simple appartenance partisane ou d'une prise de position idéologique. Mais cette identité est celle des jeunes péronistes qui voilà trente ans a été porteuse d'un projet de justice sociale et la cible de choix de l'extrême droite. Le président a réussi à se présenter à la fois comme le représentant d'une « nouvelle génération » et comme



## NOTES DE CONFÉRENCES – DÉCEMBRE 2003

Chaire de Recherche du Canada en Mondialisation, Citoyenneté et Démocratie

<http://www.chaire-mcd.ca/>

l'héritier d'une mémoire sociale que le « *menemisme* », avec son opportunisme et son triomphalisme, avait délaissée.

Kirchner a devant lui plusieurs défis majeurs. Outre l'image positive et le discours rassembleur, son capital de crédibilité repose essentiellement sur la fermeté dont il a fait preuve sur quatre fronts: (a) dans la purge des forces armées et de sécurité que Kirchner a lancée durant la première semaine de son terme, renvoyant les chefs militaires et plusieurs dizaines de hauts gradés, ainsi que les principales autorités de la Police fédérale; (b) dans les démarches menant à l'annulation en août des lois de « Point final » et d'« Obéissance due » qui avaient bloqué les poursuites contre près de 3000 militaires impliqués dans la violation des droits humains durant la dernière dictature; (c) dans les négociations avec les créanciers étrangers, ce qui lui a permis – avec le soutien actif des États-Unis – d'obtenir en septembre un accord avec le FMI pour le rééchelonnement de la dette; et (d) dans le « nettoyage » de la Cour suprême, commencé en juin avec la démission de son président, Julio Nazareno, suivie par le départ en octobre du juge Guillermo López et achevé le 3 décembre dernier avec la destitution du juge Eduardo José Antonio Moliné O'Connor. Ces gestes lui ont valu le respect d'une large partie de la population, ainsi que les louanges d'acteurs aussi divers que les Mères de la Plaza de Mayo et l'Union industrielle argentine.

Kirchner peut s'appuyer aussi sur ce qui a été jusqu'à présent une gestion raisonnablement efficace, honnête et cohérente. Ce capital est cependant à entretenir et à renforcer dans les prochains mois, ce qui constitue en soi une entreprise périlleuse. Mais c'est sa relation avec Duhalde, particulièrement au sujet de la radicalisation de la protestation sociale, qui risque surtout de fragiliser son gouvernement. Kirchner a choisi une approche tolérante vis-à-vis de l'action des « *piqueteros durs* », un noyau minoritaire au sein du mouvement des chômeurs, mais bien organisé et enclin à la désobéissance civile. Selon les sondages, l'opinion publique commence à trouver que le gouvernement laisse aux coupeurs de routes trop de marge de manoeuvre. Le couple Duhalde – l'ancien président et son épouse, la députée péroniste Hilda Chiche González de Duhalde – s'est exprimé récemment contre l'attitude trop complaisante de Kirchner. Celui-ci s'est défendu en rappelant que la répression n'a jamais réglé les conflits sociaux en Argentine. Au contraire, elle a toujours été le point de départ d'une spirale de violence dont on perd rapidement le contrôle. Beaucoup dépend du résultat de ce duel : la consolidation du leadership du président au sein du péronisme, l'appui d'une classe moyenne qui s'inquiète des débordements dans les rues de Buenos Aires et, peut-être plus fondamentalement, la validation du bien fondé de son pari pour la « transversalité » comme nouvelle façon de faire la politique.